

Des économies émergentes aux puissances émergentes

François Lafargue *

L'expression « pays émergents » est fréquemment employée pour désigner les nouvelles grandes puissances économiques à l'échelle mondiale, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. Elle demeure pourtant équivoque. Quels sont véritablement les pays émergents et comment contribuent-ils à construire le nouveau monde multipolaire du XXI^e siècle ?

*** François Lafargue**

est docteur en géopolitique et docteur en science politique. Il est professeur de géopolitique à l'ESG Management School et enseigne également à l'École centrale de Paris.

Le terme d'économie émergente est aujourd'hui galvaudé et peu précis, à l'instar des expressions « sud » ou « tiers-monde ». L'économiste Antoine Van Agtmael revendique la paternité de l'expression « marchés émergents » qu'il a utilisée dès 1981 pour désigner certaines économies du tiers-monde alors en phase de développement avancé. En 2001, Jim O'Neill, économiste de la banque Goldman Sachs, parle du groupe BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) pour désigner parmi les pays émergents quatre économies prometteuses. Plus récemment, Michael Geoghegan invente en 2010 l'acronyme de CIVETS pour désigner le groupe constitué par la Colombie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Égypte, la Turquie et l'Afrique du Sud.

Si les pays à revenu intermédiaire (PRI) et les pays les moins avancés (PMA)¹ font l'objet d'une définition précise de la part des institutions politiques et financières internationales, celles-ci ne s'accordent pas sur la notion de « pays émergent ». Très fréquemment seuls les critères économiques ou financiers sont pris en considération. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) distingue ainsi une vingtaine d'économies émergentes² dont les principales caractéristiques sont : une

forte contribution à la croissance économique mondiale, une amélioration des conditions de vie de la population – qui se traduit par une hausse de certains indicateurs tels que le produit intérieur brut (PIB) par habitant ou l'indice de développement humain – et une participation active aux échanges internationaux. D'autres observateurs³ soulignent pourtant la nécessité de distinguer les « économies émergentes » des « puissances émergentes ». Ce dernier qualificatif est plus restrictif et ne concerne que quelques États, appelés à exercer un rôle de premier plan dans les affaires internationales, de par leur poids économique et démographique, mais aussi leur capacité militaire et leur influence diplomatique.

¹ La Banque mondiale distingue, parmi les économies en développement, les pays les moins avancés (PMA), où le revenu annuel par habitant est inférieur ou égal à 995 dollars, les pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure, où le revenu annuel par habitant s'établit entre 996 dollars et 3 945 dollars, et ceux de tranche supérieure (3 946 dollars à 12 195 dollars).

² Les économies émergentes recensées par l'OCDE sont l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Hongrie, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la République tchèque, la Thaïlande et la Turquie (voir graphique p. 103).

³ Christophe Jaffrelot (dir.), *L'Enjeu mondial. Les pays émergents*, Presses de Sciences Po et *L'Express*, Paris, 2008.

Économie émergente : quelle définition ?

Des critères d'appréciation très divers

Plusieurs critères permettent de définir une économie émergente.

- **Une progression de son commerce extérieur supérieure à celle des échanges internationaux.**

La part de la Chine dans le commerce international est passée de 3,65 % en 2000 à 9,6 % en 2009, ce qui représente en valeur une augmentation de 380 %⁴. Pendant cette même période, les échanges internationaux ont été multipliés par deux. Ce dynamisme commercial permet à ces États d'accumuler des réserves de change indispensables à l'acquisition de technologies et de biens de consommation à l'étranger. En juin 2010, la Chine, la Russie, Taïwan, l'Inde et le Brésil figuraient parmi les premiers détenteurs de réserves en devises. Le montant des réserves de la Russie et du Brésil est comparable à celui détenu par l'ensemble des États de la zone euro.

- **Une hausse régulière du PIB et du revenu par habitant.** En 1990, le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud représentaient 8,4 % de la richesse mondiale. Cette part s'établit désormais à 16 % contre 24 % pour les États-Unis et 27 % pour l'Union européenne. Avec un taux de croissance annuel de 8 %, le PIB de l'Inde devrait dépasser celui de la France dès la fin de la décennie 2010. Depuis 2000, le revenu par habitant en Chine a été multiplié par quatre, par trois au Brésil et en Inde. La croissance économique dans les pays émergents est soutenue par les exportations de biens de consommation (Chine), de matières premières agricoles (30 % des exportations du Brésil) ou d'hydrocarbures (Russie).

L'Inde est dans une situation particulière, puisque sa place dans le commerce mondial reste faible, avec 1,3 % des exportations mondiales contre 9,6 % pour la Chine. La croissance est principalement due à l'augmentation des exportations de services – l'Inde est le premier exportateur mondial de logiciels, de progiciels et de services de traitement de données – et à la hausse des revenus dans les campagnes grâce aux progrès agronomiques.

- **La présence de capitaux étrangers placés sur une longue durée.** Parmi les économies en développement, les principaux récipiendaires des investissements directs étrangers (IDE) sont la Chine, le Brésil, le Mexique, la Russie, l'Inde, l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud. En 1990, ces sept économies ne recueillaient que 5,3 % du montant des investissements étrangers placés dans le monde⁵. Cette proportion s'établit désormais à 10,5 %. Le montant des IDE investis dans ces sept pays (1 870 milliards de dollars en 2010) atteint 60 % du montant des capitaux placés aux États-Unis. Les premiers investisseurs en Chine comme en Inde sont issus des communautés nationales vivant à l'étranger. Ainsi Hong Kong, Taïwan et Singapour détiennent 60 % des IDE en Chine, contre 9 % pour les États-Unis. Ces capitaux sont placés non dans un but spéculatif, mais pour mener des projets de développement à long terme.

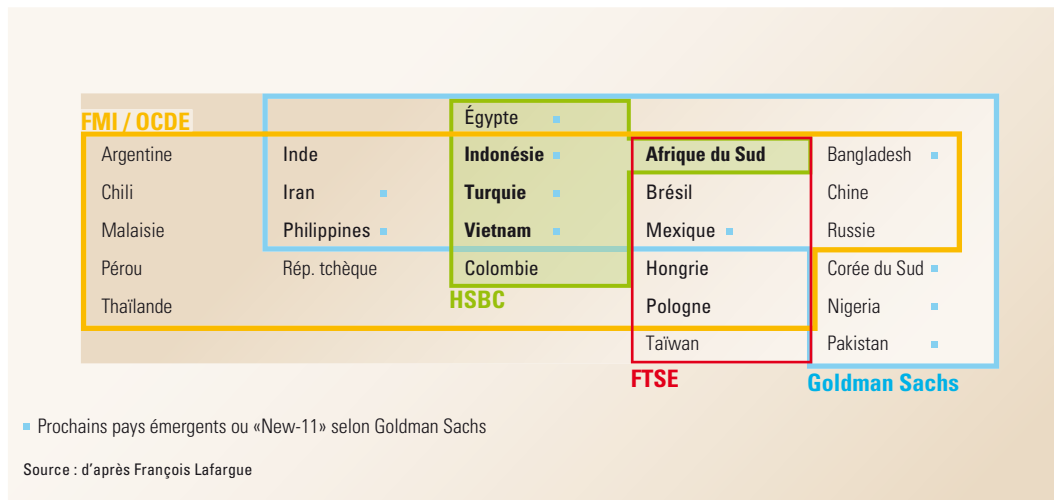
- **Des entreprises de taille mondiale implantées dans plusieurs pays** et dont le capital est en majorité, ou en partie, détenu par des actionnaires privés. Parmi les 500 premières entreprises mondiales classées selon leur capitalisation figurent déjà de nombreuses sociétés chinoises (comme Petrochina et la China National Petroleum Corporation), indiennes (Reliance, Oil and Natural Gas Corporation) et brésiliennes (Petrobras, Vale). Ces entreprises développent leurs activités à l'étranger. Ainsi, pour la première fois, les capitaux brésiliens placés à l'étranger ont été en 2008 d'un montant supérieur à ceux venus de l'étranger et accueillis dans le pays. La Chine a été en 2009 le cinquième investisseur mondial, ses investissements se concentrant pour les deux tiers en Asie. Entre 2000 et 2009, le montant du stock des investissements directs à l'étranger du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Russie a été multiplié par sept.

Ces investissements concernent tous les secteurs d'activité économique : la construction automobile – avec les achats des constructeurs automobile Jaguar par l'indien Tata et Volvo par le chinois Geely –, l'agroalimentaire – le brésilien

⁴ Données de l'Organisation mondiale du commerce, *Statistiques du commerce international*, 2010.

⁵ Données de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Les pays émergents selon...



JBS, qui est le premier producteur et transformateur au monde de viande de bœuf, a notamment pris le contrôle de plusieurs de ses concurrents en Europe et aux États-Unis –, les hydrocarbures – rachat par des entreprises chinoises du canadien Addax Petroleum et de l'argentin Bidas. Il s'agit également de prises de participation par le biais de fonds d'investissement privés ou publics. L'État chinois à travers l'agence publique *State Administration of Foreign Exchange*, gestionnaire de ses réserves de change, détient 1,6 % du capital de Total et 1,1 % de celui de British Petroleum. Le russe Digital Sky Technologies a pris des participations dans de nombreuses sociétés informatiques comme la messagerie ICQ ou le réseau social Facebook.

● **Une économie diversifiée qui ne repose pas seulement sur l'exportation de matières premières.** Ce critère pourrait *a priori* éliminer la Russie, dont 70 % des exportations sont constituées par les hydrocarbures et les produits miniers. Or, depuis la fin des années 1990, l'économie russe a connu une profonde évolution avec une progression des activités du secteur tertiaire (qui assurent 60,5 % du PIB) qui a favorisé l'apparition d'une classe moyenne. Le taux d'équipement des ménages en véhicules particuliers a été multiplié par deux depuis 2000.

● **Une économie émergente offre des perspectives prometteuses grâce à son dynamisme démographique et au nombre croissant de**

consommateurs. La seule augmentation annuelle de la population en Chine, en Inde et au Brésil (460 millions en 2008) correspond à la population de l'ensemble des pays de l'Union européenne. En 2009, la Chine est devenue le premier marché automobile mondial devant les États-Unis, avec la commercialisation de 13 millions de véhicules particuliers neufs. Cette même année, 100 millions de téléphones mobiles se sont vendus en Inde, soit trois par seconde. Les marges de progression sont importantes puisque, en mai 2010, seulement la moitié des Indiens disposaient d'un téléphone cellulaire et 1,6 % d'un véhicule – contre, respectivement, 95 % et 59,8 % en France.

Les marchés émergents intéressent vivement les entreprises occidentales. Le constructeur automobile français PSA réalise déjà 16 % de ses ventes en Amérique latine et en Chine. La Chine est l'un des premiers marchés pour LVMH ou Michelin. Danone compte déjà autant de salariés en France qu'en Chine. L'excédent commercial structurel de l'Allemagne s'explique principalement par le volume de ses exportations vers les pays émergents. La Chine et la Russie achètent 8 % des exportations allemandes, soit en valeur cinq fois plus que la France.

En 2050, l'Indonésie devrait compter environ 345 millions d'habitants et le Brésil 215 millions. Néanmoins, une forte population n'est pas en soi un critère suffisant pour être qualifié d'économie

émergente. Le Nigeria comme l'Éthiopie – qui, en 2050, seront sans doute respectivement au sixième et au neuvième rangs des pays les plus peuplés au monde⁶ – ne peuvent pas être classés dans cette catégorie, à cause de leur très grand retard économique – le revenu par habitant en Éthiopie est quatre fois inférieur à celui de l'Inde. De même, ni l'Argentine ni l'Arabie saoudite, qui sont pourtant membres du G20 mais dont le poids démographique est très faible, ne peuvent être qualifiées d'économie émergente.

Enfin, l'adhésion à une zone de libre-échange ou à une union douanière constitue un atout pour l'investisseur étranger. Le Brésil, avec le Marché commun du Sud (Mercosur), et l'Afrique du Sud, avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), offrent un vaste marché aux entrepreneurs présents sur leur sol.

● **L'optimisme envers l'avenir et l'enthousiasme porté par leur jeunesse sont également des traits culturels de ces sociétés.** En Inde, le tiers de la population a moins de 15 ans. À la différence du sentiment qui règne en Europe de l'Ouest, les jeunes générations sont convaincues que leur vie sera meilleure que celle de leurs aînés. Cette confiance est souvent confortée par un dessein politique. Pour la Chine, il s'agit de renouer avec l'époque où l'empire des Ming était la première économie du monde et de mettre aussi un terme à l'humiliation subie à partir du milieu du XIX^e siècle, avec les guerres de l'Opium, puis l'occupation par les armées européenne et japonaise. Pour l'Afrique du Sud, les élites noires poursuivent leur rêve de fonder une société débarrassée des oripeaux de la ségrégation raciale, et qui serait un modèle pour l'ensemble du continent africain.

Économies émergentes et marchés potentiels

Ces critères permettent de distinguer deux catégories de pays émergents. Le Brésil, la Chine, l'Inde répondent sans conteste aux critères principaux et peuvent être qualifiés d'économies émergentes. La Russie peut également entrer dans cette première catégorie, mais de manière plus discutable. Grâce à la hausse des cours du pétrole, le PIB de la Russie a été multiplié par dix depuis 2000, assurant au Russe moyen un revenu

supérieur de 60 % à celui d'un Brésilien. Mais, en dépit de certaines mesures natalistes prises par le président Dmitri Medvedev, le déclin démographique du pays se poursuit, puisque la population de la Russie est passée, depuis 1990, de 148 à 142 millions d'habitants. À ce rythme, elle devrait s'établir autour de 100 millions vers 2050.

Les économies émergentes se caractérisent toutes par leur forte dépendance commerciale à l'égard des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon. Ces trois ensembles économiques absorbent la moitié des exportations du Brésil, de la Chine et de la Russie. Les échanges commerciaux entre pays émergents restent encore limités, à cause de leur faible complémentarité – l'Inde ne représente ainsi que 1,4 % du commerce de la Russie. Seule la Chine fait figure d'exception, puisqu'elle est, après l'Union européenne, le deuxième partenaire commercial de la Russie, de l'Inde et du Brésil, qui est aussi l'un de ses principaux fournisseurs de matières premières agricoles – soja, viandes de bœuf, volailles...

Le Mexique, l'Afrique du Sud, l'Indonésie, la Turquie ou encore la Thaïlande peuvent être considérés comme de potentiels marchés émergents, mais sous certaines conditions. Le Mexique doit davantage diversifier son économie, car la quasi-totalité des exportations reste constituée par les hydrocarbures et des produits manufacturés à faible valeur ajoutée. La situation de l'Afrique du Sud est plus ambiguë. L'abrogation des lois d'apartheid puis l'instauration de la démocratie ont permis l'apparition d'une classe moyenne noire⁷. Mais l'économie repose toujours sur l'extraction des matières premières minières, et la fragilité des institutions démocratiques comme l'ampleur de l'épidémie de sida compromettent l'avenir du pays.

Pour de nombreux autres États, il est prématuré de parler de « marché émergent » pour des raisons d'instabilité politique (Pakistan, Égypte) ou à cause de la faiblesse de leur population et, partant, de la taille limitée de leur demande intérieure solvable (Taïwan).

⁶ Gilles Pison, « Tous les pays du monde (2009) », *Population et sociétés*, n° 458, INED, juillet-août 2009.

⁷ À propos de l'évolution de l'Afrique du Sud, voir F. Lafargue, « Afrique du Sud : une démocratie entre amertume et espoirs », *Questions internationales*, n° 35, janvier-février 2009, pp. 103-111.

De la puissance économique à l'influence politique

Consolider le statut de puissance émergente

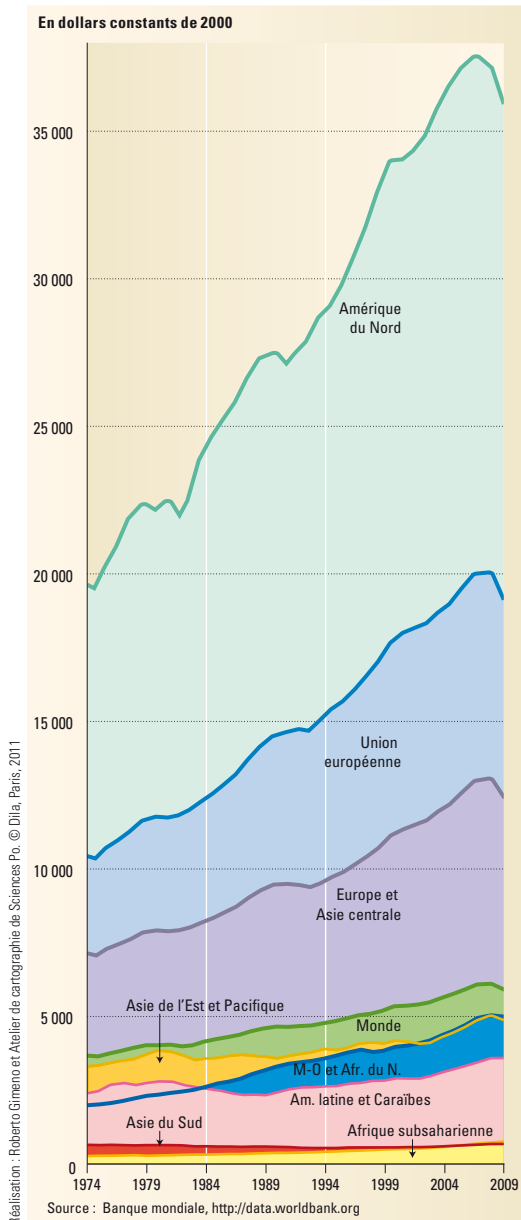
Plusieurs défis doivent être relevés pour justifier, du point de vue économique, l'appellation de puissances émergentes attribuée aux BRIC. Les économies émergentes sont parvenues à former une élite scientifique de haut niveau, mais qui, pour le moment, choisit fréquemment de partir en Occident, plus particulièrement aux États-Unis qui offrent l'environnement le plus propice à l'entrepreneuriat. Une grande partie des innovations dans la Silicon Valley en Californie sont d'ailleurs à mettre au crédit d'ingénieurs ou de chercheurs étrangers comme les Indiens Sabeer Bhatia (cofondateur de Hotmail) et Arun Netravali (inventeur du format MPEG), le Chinois de Taïwan Jerry Yang (cofondateur de Yahoo) et le Russe Sergei Brin (cofondateur de Google). Un tiers des étudiants étrangers aux États-Unis sont originaires d'Inde, de Chine et de Taïwan.

L'enjeu pour ces puissances émergentes est d'encourager le retour de leur élite, afin de prendre une part plus active dans la recherche scientifique locale et de participer à la création d'écoles à l'excellence reconnue. Aujourd'hui, dans le classement des meilleures formations universitaires réalisé par l'université Jiao Tong de Shanghai, le premier établissement russe ne figure qu'au 74^e rang. Et aucune université tant au Brésil qu'en Chine ou en Inde ne parvient à se classer avant le 100^e rang.

La Chine est devenue en 2008 le cinquième dépositaire mondial de brevets après le Japon, les États-Unis, la Corée du Sud et l'Allemagne. Ces innovations permettront à ces entreprises d'imposer leur propre norme industrielle et de combler le retard avec l'Occident. En Russie, la majorité de la population adulte a suivi une formation dans l'enseignement supérieur contre une moyenne d'un quart dans les pays de l'OCDE.

L'autre priorité est d'offrir à l'investisseur étranger un environnement juridique rassurant. Or, selon les critères de la Banque mondiale⁸, la facilité

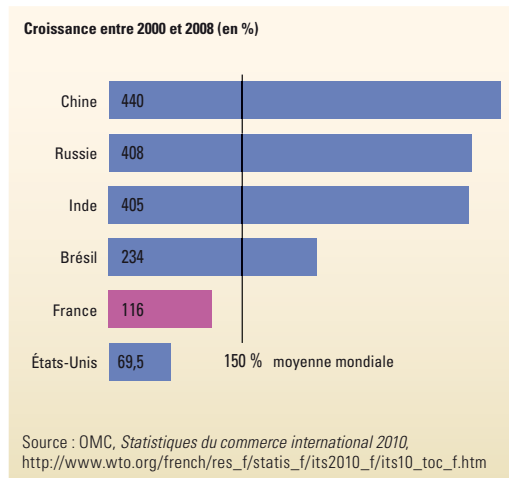
PIB par habitant (1974-2009)



de mener des affaires – durée et complexité des démarches administratives, protection des investisseurs, exécution des contrats – classe l'Afrique du Sud au 34^e rang mondial, la Chine au 79^e, la Russie au 123^e, le Brésil au 127^e et l'Inde au 134^e rang.

⁸ Rapport de la Banque mondiale et de la Société financière internationale, *Doing Business 2011 : Agir pour les entrepreneurs*, 2010.

Progression du commerce mondial



Réalisation : R. Gimeno et Atelier de cartographie de Sciences Po. © Dila, Paris, 2011

européenne détiendront encore 45,9 % des droits de vote au FMI). L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud défendent aussi une réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies et souhaitent disposer d'un siège de membre permanent. En 2005, l'Inde a été, avec l'Allemagne, le Brésil et le Japon, à l'origine d'une proposition destinée à élargir le Conseil de sécurité de quinze à vingt-cinq membres, en créant six nouveaux sièges de membres permanents – dont deux pour les pays du continent africain – et quatre sièges de membres non permanents. Mais cette initiative n'a pas suscité l'intérêt attendu.

De manière plus générale, les puissances émergentes rejettent la domination euro-américaine dans la gestion des affaires internationales. Le recours à la force, l'ingérence dans les affaires intérieures des États et, plus généralement, la défense de certaines valeurs universelles font l'objet de critiques régulières. Au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Afrique du Sud, qui siège comme membre non permanent (en 2007-2009 et depuis 2011), a ainsi été, avec la Chine, un soutien constant du président du Zimbabwe, Robert Mugabe. Le Brésil comme l'Inde, pourtant dotés d'institutions démocratiques, se sont parfois ralliés aux positions défendues par la Chine ou la Russie en se montrant par exemple réticents à sanctionner l'Iran pour son programme nucléaire. Ces quatre États se sont abstenus lors du vote de la résolution 1973 de mars 2011, qui autorisait l'intervention de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre le régime du colonel Kadhafi. Lors du sommet de Sanya, les BRICS ont vigoureusement critiqué le soutien apporté par les Occidentaux aux insurgés libyens.

Les BRICS ont par ailleurs engagé un effort soutenu de modernisation de leurs forces armées. Les budgets militaires de ces cinq pays représentent aujourd'hui 34 % de celui des États-Unis contre 26 % en 2000. Depuis 2005, le budget de la défense du Brésil a augmenté de 40 % et celui de l'Inde de 25 %. En 2012, l'Inde devrait achever la construction de son premier sous-marin, lanceur de missiles à tête nucléaire. Le Brésil, après avoir acheté le porte-avions *Foch* à la France, souhaite moderniser ses moyens aériens. L'armée de l'Afrique du Sud s'est également dotée de matériel récent avec l'acquisition de trois sous-marins, auprès de Thyssen, et d'avions de combat *Gripen*. Cet effort s'explique par la volonté de participer davantage

S'affirmer comme acteur politique

Parmi les pays émergents, les membres du groupe BRIC ont donné une dimension institutionnelle à leur association, avec l'instauration d'un sommet annuel dont le premier s'est tenu en juin 2009 à Ekaterinbourg (Russie). Lors du 3^e sommet du groupe BRIC réuni à Sanya en Chine en avril 2011, l'Afrique du Sud a été invitée à rejoindre cet ensemble devenu, dès lors, le « BRICS ». La participation de l'Afrique du Sud peut sembler moins légitime que celles d'économies plus dynamiques comme la Turquie. Mais avec l'Afrique du Sud, le groupe BRICS représente les cinq continents. Ces cinq États souhaitent définir des positions communes dans le domaine économique – à propos de la réforme du système financier international – et diplomatique.

Fortes de leur poids économique croissant, les puissances émergentes avaient obtenu l'assurance lors du G20 de Pittsburgh (septembre 2009) d'une plus juste représentation au sein des organisations internationales. La Banque mondiale comme le Fonds monétaire international (FMI) ont entrepris une réforme de leur statut, qui offre davantage de poids aux pays émergents. Le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine disposeront à partir de 2014 de 13,5 % des droits de vote au sein du FMI contre 8,98 % en 2010. Ce rééquilibrage permettra à la Chine d'être le 3^e actionnaire de ces deux institutions, qui restent toutefois largement contrôlées par les nations occidentales (les États-Unis et l'Union

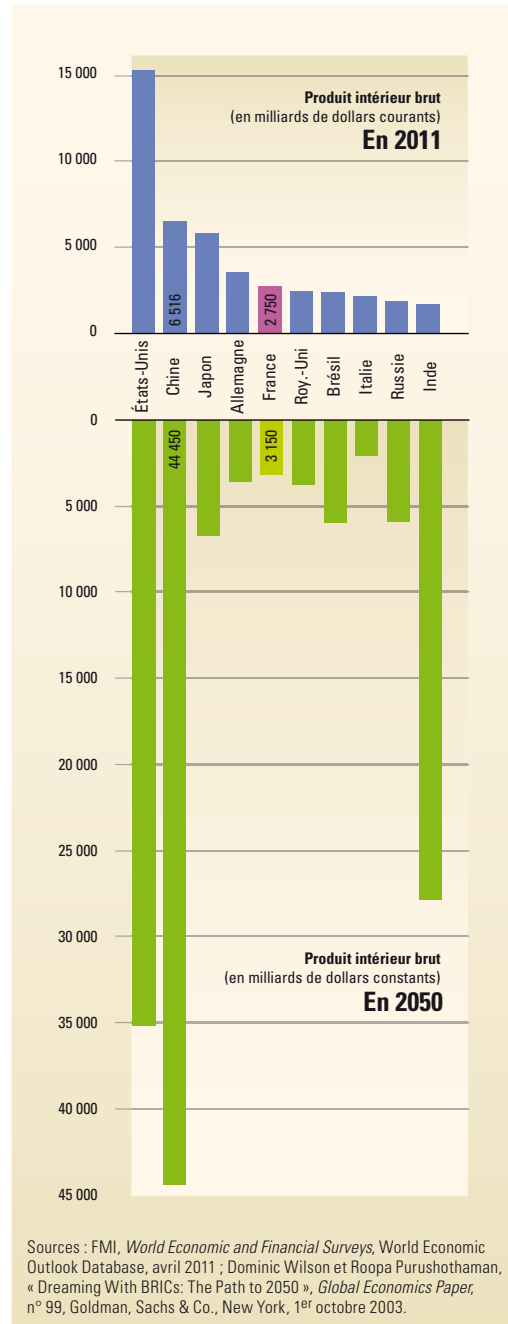
aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, afin d'obtenir une reconnaissance internationale et, partant, légitimer leur participation au Conseil de sécurité. En 2011, l'Inde est l'un des tout premiers pourvoyeurs de casques bleus, 8 500 hommes étant déployés, principalement en Afrique, au Sahara occidental et au Soudan. Le Brésil comme l'Afrique du Sud s'engagent également activement dans la résolution des crises régionales. Le Brésil est ainsi le premier contributeur de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Divergences d'intérêts et de méthodes au sein des BRICS

S'ils peuvent ponctuellement s'entendre pour défendre leurs intérêts, les pays émergents ne forment pas un tout cohérent. De nombreux sujets de discordance existent entre membres du groupe BRICS, à propos de la sous-évaluation du yuan, ou de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU – la Chine ne souhaite pas son élargissement à l'Inde, et la Russie refuse de doter les nouveaux membres du Conseil de sécurité d'un droit de veto. Plusieurs contentieux frontaliers subsistent entre l'Inde et la Chine dans les régions du Cachemire et de l'Arunachal Pradesh. Le Brésil est également inquiet du soutien apporté par Pékin au Venezuela d'Hugo Chavez. Au sein de l'Organisation mondiale du commerce, les puissances émergentes ne partagent pas les mêmes intérêts. Ni la Russie, ni la Chine, ni l'Inde, dont les agricultures ne sont guère compétitives, n'ont rejoint le Brésil et l'Afrique du Sud dans le groupe de Cairns, dont les membres militent pour une libéralisation des échanges commerciaux agricoles. Enfin, une profonde asymétrie est à relever en faveur de la Chine, qui contribue à plus de la moitié du PIB des BRICS et assure près des deux tiers du commerce extérieur de cet ensemble. Les membres du BRICS sont davantage liés par une entente tactique que par une véritable alliance.

Les BRICS adoptent des stratégies divergentes pour peser sur la scène internationale. L'Inde et le Brésil, qui partagent une certaine proximité culturelle avec les États-Unis, souhaitent une évolution en leur faveur des institutions économiques et politiques internationales, en privilégiant la négociation. En 2008, l'Inde est parvenue à obtenir de l'Agence internationale de l'énergie

Principales puissances économiques



atomique (AIEA) un amendement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Bien que n'ayant pas signé le TNP, l'Inde peut désormais faire l'acquisition de technologies civiles à l'étranger. En revanche, la Russie comme la Chine n'hésitent pas à engager un rapport de force avec

l'Occident. La Russie, depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, utilise le gaz et le pétrole comme un instrument d'influence diplomatique envers les anciennes républiques de l'URSS, mais également des pays de l'Union européenne. Elle a été l'un des principaux artisans de la création, en 2001, du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) qui pourrait, à terme, devenir une organisation mondiale du gaz, sur le modèle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

La Chine conjugue pour sa part une diplomatie d'influence et l'usage de la force. Par ses aides et ses investissements – comme en faveur des pays les plus fragiles de la zone euro –, Pékin s'assure le soutien ou la bienveillance de plusieurs gouvernements. En parallèle, la Chine n'hésite pas à recourir à la force pour défendre ce qu'elle juge être du domaine de ses intérêts vitaux, comme sa souveraineté sur les îles Spratley et les Paracels. La marine chinoise arraisonne ainsi régulièrement des bâtiments étrangers accusés de violer ses eaux territoriales.



Les puissances émergentes ne constituent pas seulement un défi pour les économies industrialisées. Elles contribuent à dessiner un monde

multipolaire, qui s'éloigne des valeurs occidentales. La Chine, la Russie, l'Inde et même le Brésil ne partagent pas, à des degrés divers, les normes démocratiques : droits syndicaux, respect des minorités, statut social des femmes, lutte contre les pratiques discriminatoires... Dès lors, le poids grandissant de ces États au sein des institutions internationales pourrait constituer un nouveau défi dans le combat pour le respect des droits humains fondamentaux. ■

Pour en savoir plus

- **Andrew Mold (dir.)**, *Perspectives du développement mondial 2010. Le basculement de la richesse*, Éditions OCDE, Paris, 2010
- **Jim O'Neill**, « Building Better Global Economic BRICs », *Global Economics Paper*, n° 66, Goldman, Sachs & Co., New York, 30 novembre 2001
- **Goldman Sachs Global Economics Group**, *BRICs and Beyond*, The Goldman Sachs Group, New York, 2007
- **Dominic Wilson et Roopa Purushothaman**, « Dreaming With BRICs : The Path to 2050 », *Global Economics Paper*, n° 99, Goldman, Sachs & Co., New York, 1^{er} octobre 2003
- **Dominic Wilson et Anna Stupnytska**, « The N-11 : More Than an Acronym », *Global Economics Paper*, n° 153, Goldman Sachs Economic Research, New York, 28 mars 2007
- **Mondialisation : une gouvernance introuvable**, *Questions Internationales*, n° 43, mai-juin 2010